



Jean-Louis Guigou Délégué général d'Ipemed

L'énergie et le rapprochement des deux rives

► En matière énergétique, les Européens doivent répondre simultanément à trois problèmes : sécuriser les sources d'approvisionnement de l'énergie en quantité, en fiabilité et en prix pour permettre le redressement industriel ; assurer la transition énergétique et le passage à 20 % d'énergies renouvelables. Enfin, faire en sorte que tous les pays européens agissent ensemble dans une

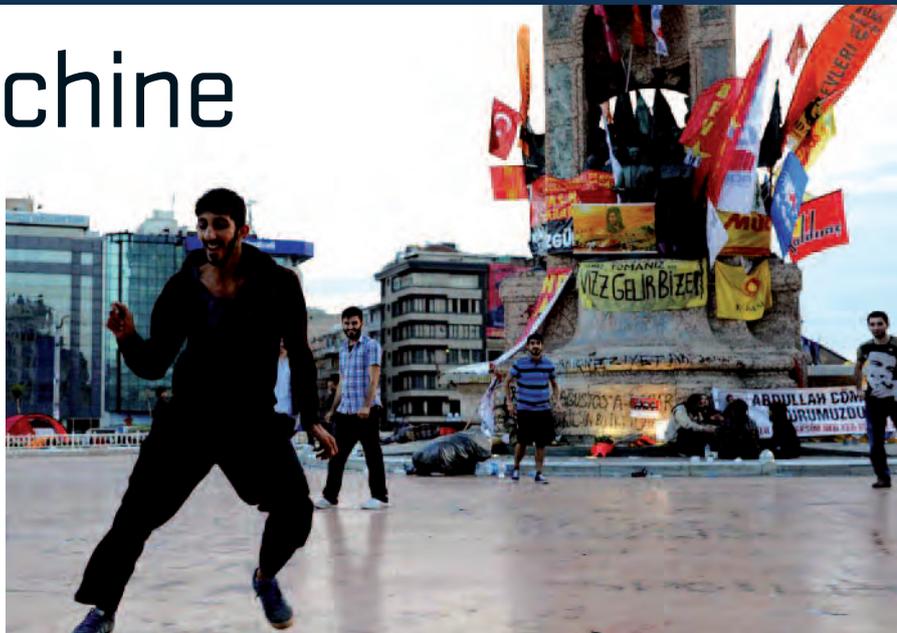
communauté européenne de l'énergie. Or ces trois problèmes n'ont pas de solution dans le cadre strict de l'Union européenne. En effet, les pays européens sont à la fois consommateurs et concurrents dans l'approvisionnement. Rien ne les pousse à s'entendre et, depuis vingt ans, la Communauté énergétique euro-méditerranéenne reste un vœu pieux. Pour résoudre ces problèmes, Ipemed considère qu'il faut élargir le champ géographique et introduire non seulement les pays européens, grands consommateurs, mais aussi les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Ce détour par des pays arabes producteurs d'énergie conventionnelle et, demain,

d'énergies renouvelables bon marché, est nécessaire. Voilà pourquoi Ipemed se bat pour une Communauté énergétique euro-méditerranéenne. Mais elle ne peut se faire qu'à la condition d'une coproduction et d'un codéveloppement durable Nord-Sud. C'est au prix d'un partenariat productif, d'un partage de la valeur ajoutée, d'un transfert de technologie du Nord vers le Sud que les pays comme l'Algérie et la Libye accepteront de se lancer dans cette aventure. Il faudra que l'Europe leur donne l'assurance qu'en une génération ils pourront devenir des pays émergents très avancés et, comme le dit Mourad Preure, « la pile électrique de l'Europe ».

Turquie : la machine se grippe

APRÈS DIX ANNÉES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI FONT RÊVER LES EUROPÉENS, DES FISSURES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES APPARAISSENT. FACE AUX REVENDICATIONS D'UNE PARTIE DE LA POPULATION, LE GOUVERNEMENT APPARAÎT DIVISÉ ET SEMBLE HÉSITER SUR LA VOIE À PRENDRE.

Que nous disent les événements qui se déroulent en Turquie ? Faut-il y voir la remise en question du gouvernement dirigé par l'islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan ou bien la contestation face à un pouvoir sûr de lui et incapable d'accepter la moindre critique ? Probablement un mélange des deux car il serait réducteur d'apporter une réponse simpliste à une situation qui ne l'est pas. En dix ans, le chef de l'AKP a remporté trois élections législatives et deux référendums, s'est lancé dans un processus de paix historique avec le parti kurde du PKK, visant à mettre un terme à un conflit qui a fait près de 40 000 morts depuis 1984. Il détient l'ensemble des pouvoirs et a même réussi à « gérer » l'armée très hostile au parti islamo-conservateur. La Turquie a connu un remarquable développement économique avec des taux de croissance, supérieurs à 5 % sur les dix dernières années, qui font rêver les pays européens, un tissu économique industriel dynamique, performant et flexible. De nombreuses



réformes structurelles ont été mises en œuvre dans la perspective de son adhésion à l'UE, apportant stabilité et transparence, et améliorant de ce fait le climat des affaires.

L'AKP DÉSUNI Mais la machine se grippe : le rayonnement régional incarné par la politique de « zéro problème avec ses voisins » est mis à mal par la crise syrienne, et les attentats sur le sol turc inquiètent une partie de la population, sans oublier les alévis et les laïcs qui craignent une islamisation de la société. Face à ces défis l'AKP ne montre pas un front uni. Le Premier ministre adopte une attitude ferme, confirmant son virage autoritaire pris

depuis quelques années, quand le président de la République Abdullah Gül présente ses excuses pour les violences policières.

Quelle tendance va l'emporter ? M. Erdogan ne doit pas s'enfermer dans un déni des réalités en balayant d'un revers de main les revendications des manifestants qui rejettent un capitalisme débridé avec la floraison de centres commerciaux et qui craignent une remise en cause de la laïcité, même si ces revendications sont minoritaires et qu'il bénéficie encore du soutien d'une majorité de ses concitoyens. Disposer de l'ensemble des pouvoirs rend aveugle...

Agnès Levallois

PHOTO
La place Taksim
à Istanbul, le 6 juin.



NOMINATION

Changements à la tête de l'Ocemo

● Le président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban et président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (Ascami), Mohammed Choucair, a été nommé vice-président de l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (Ocemo). Il a pour mission de «développer la vice-présidence entreprises de

leur rôle respectif dans la promotion des initiatives visant au renforcement de la coopération sociale, économique et culturelle dans la région euro-méditerranéenne, Ipemed et Ocemo s'engagent, par cette adhésion, à initier des actions notamment événementielles conjointes, à mobiliser leurs réseaux et à partager leur savoir-faire pour sensibiliser la société civile, les décideurs politiques et économiques de la région au nécessaire rapprochement des pays des deux rives de la Méditerranée.

INAUGURATION

Le Mucem ouvre ses portes

● Le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée a été inauguré le 4 juin à Marseille par le président de la République au moment où Marseille est capitale européenne de la culture. Il s'agit d'un projet ambitieux car «*c'est la première fois que l'État décentralise dans une grande capitale régionale*» déclare son directeur, Bruno Suzarelli. 40 000 m² sont dédiés aux cultures de la Méditerranée dont le bâtiment à l'extraordinaire architecture évoque les moucharabieh, dentelles reposant sur l'eau avec une passerelle reliant le musée, bâti sur l'ancien môle portuaire, au fort Saint-Jean qui a été restauré pour abriter des galeries d'exposition sur les thèmes de la fête et des spectacles. Enfin, un troisième site dans le quartier de la Belle de

Mai, abrite le Centre de conservation et de ressources. La vocation naturelle de Marseille d'être au cœur de la Méditerranée est un peu plus concrète aujourd'hui avec le Mucem qui sera aussi un lieu de débats, de rencontres, une cité culturelle s'appuyant sur l'ensemble des disciplines des sciences humaines, mobilisant les expressions artistiques des deux rives de la Méditerranée.

LOCALISATION

La future banque méditerranéenne siègera à Tunis

● Le ministre tunisien des Finances a confirmé la création par l'Union du Maghreb Arabe (UMA) de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur (BMICE) dont les activités commenceront en 2014. Basée à Tunis, le directeur général sera tunisien et le président du conseil d'administration algérien. Dotée d'un capital de 100 millions d'euros provenant de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye avant d'être rejointe par le Maroc et la Mauritanie, sa mission sera d'accompagner les PME du Maghreb, de favoriser la création d'emplois pour les jeunes et d'être un outil de l'intégration financière des pays du Maghreb.

Le Mucem, accolé à la Villa Méditerranée, font du site du fort Saint-Jean un nouveau pôle culturel de Marseille.

L'avenue Habib-Bourguiba, axe névralgique de Tunis.



Mohammed Choucair, vice-président de l'Ocemo.

l'Ocemo». Par ailleurs, Pierre Massis vient de prendre ses fonctions de délégué général de l'Office en remplacement de Pascale Chabrilat. Ipemed a adhéré en qualité de membre à l'Ocemo. Cette adhésion traduit la volonté partagée des deux instituts de conjuguer leurs efforts pour promouvoir la création d'un espace méditerranéen intégré et solidaire. En effet, partageant une même vision et reconnaissant



JEAN-LOUIS LEVET DEVIENT HAUT RESPONSABLE À LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE FRANCO- ALGÉRIENNE

Cette nomination, décidée par Nicole Bricq et Arnaud Montebourg, reflète la volonté de la France et de l'Algérie de mettre le développement technologique et industriel au cœur de leur stratégie économique de long terme. Jean-Louis Levet livre à IpeMED quelques précisions sur ses missions.



« Jouer un rôle de catalyseur en m'appuyant sur l'existant »

Quel est le sens de votre nomination ?

Ma nomination s'inscrit dans le cadre de la Déclaration d'Alger d'amitié et de coopération entre la France et l'Algérie, signée par les deux présidents en décembre dernier. Cette déclaration, qui marque une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays, met particulièrement l'accent sur la nécessité de construire un « ambitieux partenariat industriel » entre les deux États. La France et l'Algérie, avec leur histoire commune et des liens humains étroits entre les deux sociétés, ont des intérêts vitaux communs en Méditerranée (d'ordre économique, géostratégique et social). Ils doivent affronter des défis d'envergure : un processus de désindustrialisation pour la France à l'œuvre depuis plusieurs décennies et un chômage structurel considérable, un modèle économique pour l'Algérie qui doit passer de la rente à l'entrepreneuriat et se déconnecter des évolutions aléatoires du marché pétrolier.

Enfin, les deux pays ont des atouts complémentaires. Pour la France, en particulier une spécialisation industrielle correspondant aux grands besoins de la société algérienne (biens d'équipement, agro-industrie, santé, mécanique, eau,

énergie, services aux entreprises, etc.), une palette de savoirs scientifiques et techniques avec ses laboratoires de recherche, ses universités, ses organismes de transfert de technologie. Pour l'Algérie, on peut citer un marché important en croissance et à proximité des entreprises françaises, une signature crédible sur le plan international, une population qui a une image très positive des produits français, un potentiel colossal pour le développement des énergies solaires.

Quelles sont vos missions ?

Ma mission consiste à jouer un rôle de catalyseur et de stimulateur, en m'appuyant sur l'existant et les succès réalisés, souvent méconnus en France. D'une part, identifier, en relation étroite avec nos amis algériens, les besoins respectifs, les enjeux communs, les opportunités mutuellement profitables en matière de coopération technique, de partenariats possibles en R&D, en coproduction, etc. D'autre part, contribuer à créer et à faciliter les conditions de ces partenariats sous diverses formes, tout en veillant à ce qu'ils soient profitables dans les deux pays et les territoires concernés en matière d'emplois et de compétitivité.

Votre ouvrage paru en France et en Algérie¹, un dialogue entre le Français d'Algérie que vous êtes et Mourad Preure, un Algérien musulman, a-t-il contribué à vous faire reconnaître en Algérie ?

Je retourne régulièrement en Algérie, voyages notamment en relation avec les universités. L'accueil est toujours chaleureux. J'ai même retrouvé à Sétif plusieurs amis d'enfance. L'ouvrage dont vous parlez m'a permis en effet de rencontrer de nombreuses personnes et l'écho qu'il a eu est lié au fait que nous mettons en avant la nécessité d'un avenir commun. Ma nomination traduit la volonté du gouvernement français d'aller résolument de l'avant avec nos amis algériens. Ces derniers le perçoivent très positivement et partagent cette volonté de concrétiser la Déclaration d'amitié et de coopération signée par les deux présidents. Des efforts indispensables sont engagés de part et d'autre : côté français, en cherchant à considérer désormais l'Algérie comme un partenaire et non comme un marché ; côté algérien, en s'attaquant aux pénalités de leur système administratif et économique.

Propos recueillis par Agnès Levallois

1. France-Algérie, le grand malentendu, Archipel, paru le 8 février 2012, 336 pages.

Quelles conditions pour construire un nouveau partenariat énergétique ?



Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed.

Bâtir une communauté euro-méditerranéenne de l'énergie est la condition indispensable pour réussir ce partenariat entre les pays du pourtour méditerranéen.

L'énergie doit être le ferment, le socle de cette interdépendance Nord-Sud, elle doit être la base d'une solidarité et d'une interdépendance non pas commerciale, mais d'une interdépendance de production entre pays du Nord et pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. » C'est ainsi que Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed, a ouvert la rencontre, organisée le vendredi 24 mai dernier en partenariat avec l'Académie diplomatique internationale et consacrée à la Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie (CEME). Pourquoi ne pas imaginer que le Bassin méditerranéen, avec ses ressources énergétiques, deviendrait une zone d'attractivité ? La construction d'une CEME qui n'inclurait pas les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée lui semble tout à fait inenvisageable en ce qu'on ne peut construire une commu-

PHOTOS : LABRI TENSIAOUTI



Gwenaëlle Huet, directrice des Affaires européennes du groupe GDF Suez.

nauté entre pays concurrents et dépendants énergétiquement.

Mourad Preure, expert associé à Ipemed et co-auteur du rapport *Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie*, publié par Ipemed, a rappelé l'absolue nécessité d'évoluer vers un nouveau paradigme des relations énergétiques entre les deux rives de la Méditerranée. Il s'agit, pour lui, de repenser la relation asymétrique, facteur d'inégalités, qui caractérise les relations énergétiques entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée, pour parvenir à une relation de complémentarité qui prenne en compte les forces et les faiblesses de ces pays dans ce domaine pour mieux les compenser. Selon lui, on doit passer, d'une relation marchande entre le Nord et le Sud à une relation de production.

L'URGENCE POUR L'EUROPE Houda Ben Jannet Allal, directrice générale de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie, également partenaire de cette rencontre, a repris les propos de Mourad Preure en insistant sur la prise en considération de l'insuffisance des ressources en énergie de la région méditerranéenne pour répondre aux défis de demain. Gwenaëlle Huet, directrice des Affaires européennes du groupe GDF Suez, a appuyé ces conclusions en affirmant l'urgence pour l'Europe de se tourner vers ses partenaires, notamment méditerranéens. Dans la droite ligne de « l'appel solennel » lancé par le PDG du groupe GDF Suez, Gérard Mestrallet, et sept autres producteurs européens de gaz et d'électricité à la veille du Conseil européen du 23 mai dernier, Gwenaëlle Huet a déploré les faibles résultats de la politique énergétique européenne. L'existence d'un véritable engagement politique pour poursuivre sur la longue période les mesures et les politiques énergétiques mises en place dans les Psem et donner corps à la CEME est



Houda Ben Jannet Allal, directrice générale de l'OME et Mourad Preure, expert associé à Ipemed.

apparue comme une condition *sine qua non* à la construction d'un nouveau partenariat énergétique entre les pays du pourtour méditerranéen. Gwenaëlle Huet et André Merlin, président de Medgrid, ont mis l'accent sur la nécessité de la convergence normative et législative entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée en matière de politique énergétique, convergence qui doit être le facteur et le socle du projet



André Merlin, président de Medgrid.

de CEME. Experts et industriels doivent se centrer sur deux opportunités pour encourager la mise en œuvre de la Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie : à l'automne prochain, la rencontre programmée – et inédite – entre les gouvernements français et algérien, et la réunion des ministres de l'Énergie de l'Union européenne et des pays du Sud le 11 décembre 2013.

Clarisse Boury

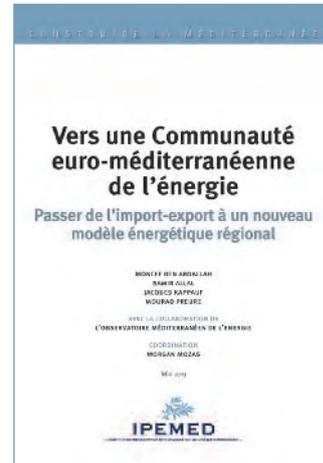
Répondre aux défis

Le rapport d'Ipemed, *Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie*, constate que, faute de vision commune, l'interdépendance énergétique qui lie les pays de la rive sud et de la rive nord de la Méditerranée, n'a été encadrée par aucune stratégie régionale. L'Union européenne a privilégié la définition d'une stratégie énergétique européenne, qui reste pourtant difficile à envisager entre des pays dépendants énergétiquement. De même, chaque pays d'Afrique du Nord a contracté bilatéralement avec les pays de l'UE, sans tenir compte des politiques énergétiques adoptées par ses voisins.

Pourtant, plusieurs défis énergétiques attendent les pays de la région. Les pays européens se sont engagés à augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale, à accroître l'efficacité énergétique et à réduire leurs émissions de CO₂ d'ici 2020. De plus en plus dépendants, ils cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en hydrocarbures. Au Sud de la Méditerranée, les politiques mises en œuvre dans les pays producteurs d'hydrocarbures pourraient entraîner une réduction de la part d'hydrocarbures exportée vers les pays européens.

De même, la croissance de la demande d'énergie, qui pourrait tripler dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) d'ici à 2030, appelle au développement de l'efficacité énergétique et à l'implantation d'importantes nouvelles capacités de production d'électricité. Quelles que soient les politiques énergétiques mises en place, il faudrait entre 310 et 350 milliards de dollars d'investissements, selon le rapport, pour réaliser de nouvelles capacités de production d'énergie dans les Psem d'ici à 2030.

FAVORISER DES PROJETS COMMUNS Pour répondre à ces défis, les auteurs du rapport (Allal, Ben Abdallah, Kappauf, Preure) préconisent de fonder un nouveau partenariat énergétique régional reposant sur une vision partagée, s'inscrivant dans la transition énergétique, et favorisant la réalisation de projets communs créateurs d'emplois et de valeur ajoutée sur les deux rives de la Méditerranée. La proximité géographique, les enjeux énergétiques communs et les atouts complémentaires entre le Nord et le Sud plaident en ce sens. La volonté des Psem de ne pas manquer la transition énergétique et de bénéficier d'une collaboration interna-



> Le rapport est consultable sur www.ipemed.coop

tionale dans ce domaine justifie également la redéfinition d'un partenariat régional.

Ce nouveau partenariat propose plusieurs actions structurantes, dont certaines sont déjà en cours, pour aboutir, à terme, à la mise en œuvre d'une CEME réunissant les acteurs publics et privés du secteur de l'énergie en Méditerranée. Une première action essentielle est l'association des acteurs du Nord et du Sud de la Méditerranée pour piloter une stratégie énergétique commune. La promotion de politiques énergétiques efficaces doit faire l'objet d'une attention particulière. De même, le développement de transferts d'électricité nécessite le renforcement d'interconnexions transméditerranéennes. Enfin, il apparaît indispensable de constituer des filières industrielles énergétiques et des partenariats entre production, formation et recherche à l'échelle méditerranéenne.

Morgan Mozas, chef de projet Ipemed

Les missions de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie

● L'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), association créée en 1988, rassemble trente-deux compagnies du secteur énergétique parmi les plus importantes, de quatorze pays différents exerçant leur activité dans le Bassin méditerranéen. Sa mission principale est la promotion de la coopération entre les compagnies énergétiques de cette région faisant de l'énergie un élément d'intégration.

Pour Houda Ben Jannet Allal, directrice générale, la Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie est un sujet important

en raison des défis énergétiques auquel le Bassin méditerranéen est confronté. L'OME, qui mène des travaux de prospective, estime que la consommation d'énergie va doubler à échéance de 2030 et que celle d'électricité va tripler. Cette hausse s'inscrit alors que se posent la question de la sécurité d'approvisionnement, celle de la non-disponibilité des ressources conventionnelles et celle liée au changement climatique. Ces différents éléments militent pour une coopération régionale afin de permettre un développement durable en Méditerranée sans

oublier les énergies renouvelables qui seront profitables à toutes les sociétés. Selon Houda Ben Jannet Allal, «*l'énergie est de plus en plus au cœur des préoccupations des nouveaux pouvoirs sur la rive sud afin de satisfaire les besoins des populations et permettre un développement économique*». Mais les obstacles pour la réalisation de la communauté euro-méditerranéenne de l'énergie existent : il faut le soutien des pouvoirs politiques et la nécessaire complémentarité entre les experts et le capital. Et Houda Ben Jannet Allal de

Houda Ben Jannet Allal, directrice générale de l'OME.



conclure : «*Notre objectif est d'expliquer aux politiques ce qui est indispensable pour faciliter la mise en place des bases pour un marché énergétique intégré dans la région.*»

RENDEZ-VOUS HOMMES ET MIGRATIONS

Nouvelles migrations en Méditerranée

Cette conférence organisée par la revue *Hommes et Migrations*, le 25 mai à la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration, en partenariat avec Ipemed, a été l'occasion de s'interroger sur les bouleversements économiques et sociaux et les révolutions qui ont touché les sociétés méditerranéennes et de leur conséquences sur les questions migratoires. Pour Baccar Gherib, de l'Université de Jendouba (Tunisie), membre de l'UGTT, la déception des jeunes, notamment de ne pas être « inclus » depuis la révolution, crée des « aspirants à la migration ». Le profil des émigrés tunisiens est toujours le même, essentiellement des jeunes diplômés chômeurs. Mais il remarque un phénomène nouveau, une migration Nord-Sud car l'enthousiasme généré par la révolution a permis le retour au pays de nombreux cadres tunisiens vivant à l'étranger. Ce mouvement risque probablement de s'essouffler au vu de la situation actuelle du pays.



Baccar Gherib, enseignant à l'Université de Jendouba (Tunisie) et membre de l'UGTT.

Messamah Khelifa, de l'université Paris VIII, rappelle que la Méditerranée a toujours constitué une frontière entre le monde développé et celui en développement, une zone de déterritorialisation des hommes, d'abord sans qualification puis qualifiés. Avant les Printemps arabes, le Maghreb était perçu comme une opportunité d'élargissement économique de l'Europe vers le Sud dans le cadre d'un monde multipolaire constitué de blocs régionaux forts. Aujourd'hui cette vision est obsolète car le Maghreb est davantage perçu par l'Europe comme un rempart face à l'Afrique subsaharienne que comme un partenaire d'avenir. Dans le même temps, le Nord est conscient que les ressources naturelles mais aussi les ressources en capital humain sont importantes au Sud. De fait, le dynamisme démographique du Maghreb contrastant avec le vieillissement de la population en Europe, pourrait permettre de compenser, voire de résoudre, ce problème majeur en Europe.

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Prenant appui sur les premiers résultats d'une étude conduite par Ipemed sur la politique des visas de l'Union européenne à l'égard des pays du Maghreb (à paraître), Jacques Ould Aoudia, président de l'association Migrations & développement et membre du



Jacques Ould Aoudia, président de l'association Migrations & Développement et membre du Comité scientifique d'Ipemed

Comité scientifique d'Ipemed, évoque les mécanismes de la politique migratoire européenne : les enjeux démographiques liés au vieillissement et à la baisse de la natalité ; le marché du travail en termes de besoins de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée ; l'approche sécuritaire avec les instrumentalisation politiques qui en découlent. Selon lui, la politique migratoire actuelle tient beaucoup à un jeu d'acteurs entre la Commission européenne et les États membres de l'UE : ces derniers la traitent sous un angle politique, favorisant une approche sécuritaire – la France a d'ailleurs eu un rôle moteur depuis 2008 – alors que la Commission la traite plutôt sous un angle économique et insiste sur les besoins de main-d'œuvre, dans un contexte de concurrence mondiale pour attirer les compétences.

David Antunes

> Compte-rendu complet sur www.ipemed.coop

Talents et entrepreneuriat en Méditerranée

● Le réseau Anima Invest in Med a organisé le 7 juin 2013, la conférence « Atelier Talents et Entrepreneuriat en Méditerranée » au siège du groupe La Poste à Paris. L'objectif affiché était de mettre en valeur les entrepreneurs euro-méditerranéens et de présenter des réseaux, des dispositifs, des services d'accompagnement adaptés aux

petites et moyennes entreprises mais aussi aux jeunes entrepreneurs afin de les aider à s'implanter en Méditerranée. Objectif réussi puisque plus d'une trentaine d'acteurs ont pu se présenter. L'idée de colocalisation, sur laquelle travaille Ipemed, a été évoquée tout au long de la conférence, une majorité d'entre-

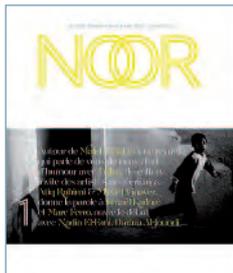
preneurs présents ayant un « pied au Nord et un pied au Sud ». Pour le pôle de compétitivité Systematic, basé dans la région Île-de-France, la colocalisation est une réalité à laquelle ils essayent de contribuer. Dans le cadre de leur Plan Méditerranée, ils œuvrent à la création d'un espace d'innovation dans la région et à l'émergence d'une

filière TIC euro-méditerranéenne. Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed, a participé à la clôture de cette journée d'échanges en rappelant l'importance d'encourager institutionnellement et financièrement cette dynamique de colocalisation méditerranéenne.

Macarena Nuño, chef de projet Ipemed

Noor. Revue pour un islam des Lumières

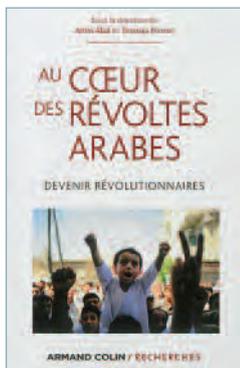
DIRIGÉE PAR MALEK
CHEBEL
www.noorrevue.fr



Première publication de cette revue née de la volonté de l'anthropologue et philosophe Malek Chebel. Son objectif est de défendre un «islam des Lumières», un humanisme musulman et son intégration au sein de la République. C'est un islam qui, selon l'auteur, s'inscrit dans la modernité alors qu'une grande confusion entoure la perception de cette religion où l'amalgame se fait entre musulmans, immigrés, jihadistes... «L'idée est de favoriser une meilleure connaissance de l'islam, comme civilisation dans l'Histoire et à travers le monde, mais dans une approche contemporaine et proche de la vie comme elle se vit aujourd'hui», écrit Malek Chebel. Historiens, philosophes, artistes, humoristes et intellectuels qui croient à un vivre ensemble possible ont participé à cette aventure.

Au cœur des révoltes arabes

SOUS LA DIRECTION
D'AMIN ALLAL
ET THOMAS PIERRET
Armand Colin,
Recherches, 2013



L'ambition de ce livre, composé des contributions de plus de vingt chercheurs, est de comprendre comment s'est déroulé le Printemps arabe. De nombreux ouvrages ont étudié le pourquoi de ces bouleversements mais il est temps de s'arrêter sur «l'ethnographie des protestations en train de se faire», pour reprendre les propos des auteurs. Les pays étudiés sont ceux qui ont connu un changement de régime (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye) mais également ceux où la répression n'a pas empêché les gouvernements de se maintenir au pouvoir (Bahreïn, Syrie)

et ceux où les manifestations n'ont pas abouti à une situation révolutionnaire (Maroc, Algérie, Jordanie). Si on ne peut pas prédire la fin des régimes autoritaires dans la région il est difficile d'envisager qu'ils perdurent «sans se réinventer selon des modalités probablement différentes de celles qui ont prévalu durant le dernier demi-siècle». Pour les auteurs, les événements de 2011 ont activé «un référentiel commun et donné une nouvelle vigueur à l'idée d'un espace politique arabe».

L'ouvrage s'organise autour de deux thématiques. La première intitulée «Émergences» met en évidence la dimension de rupture caractéristique des épisodes révolutionnaires. La seconde, «Trajectoires», se compose à l'inverse de chapitres illustrant l'inscription de ces mêmes épisodes dans une continuité historique, non pas du fait de quelque déterminisme mais en raison de l'articulation des protestations révolutionnaires à des structures de mobilisation préexistantes.

SUR LE WEB

Attractivité en Méditerranée en 2012 : 4 leçons de la crise

www.animaweb.org

Malgré la situation politique exceptionnelle, les chiffres des investissements directs étrangers de 2012 en Méditerranée sont encourageants, et la région montre une bonne capacité de résilience. 2012 est en effet la quatrième meilleure année de la décennie passée, pour les montants d'IDE annoncés. En dehors de la Syrie, tous les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée semblent retrouver leur attractivité et la plupart réussissent à relever les prévisions des montants moyens d'IDE, qui étaient en baisse constante depuis 2006. Bien que la position des investisseurs soit extrêmement volatile, il faut constater que l'Europe a perdu sa suprématie au cours des deux dernières années. Pour la première fois en 2012, les Bric occupent la première place pour les montants d'IDE en Méditerranée et les pays du Golfe, qui avaient abandonné la Méditerranée

depuis 2007, ont investi l'année dernière autant que l'Europe. Dans cette période où les pays partenaires méditerranéens revoient leurs modèles de développement et de gouvernance, en les fondant sur de nouvelles valeurs démocratiques. Un retrait des Européens serait à la fois un mauvais calcul stratégique et une fausse interprétation des attentes des pays du Sud vis-à-vis de leur partenaire historique.

Autre fait marquant : la rotation sectorielle des investissements étrangers, tendance encourageante en 2011 et 2012. Il semble que la crise politique ait favorisé les investissements dans les secteurs productifs (industrie) et les secteurs d'avenir (médicaments, logiciels) ou stratégiques (agroalimentaire), au détriment des secteurs traditionnellement leaders (banque, BTP, ciment), qui sont moins inclusifs pour les économies locales. Si cela se confirme, ces projets contribueront à donner des réponses concrètes aux demandes de plus d'emploi manifestées par les peuples de Méditerranée.

Egypt, the IMF and European Economic Assistance

FARAH HALIME
European Council on Foreign Relations
<http://ecfr.eu/>

L'Égypte doit faire face à deux crises de grande ampleur sur les plans économique et politique, qui mettent à mal les perspectives de stabilité à long terme pour la croissance et le développement. Le FMI propose un prêt de 4,8 milliards de dollars afin de relancer l'économie, de rassurer les investisseurs et de débloquer d'autres aides comme celles de l'Union européenne, de la Banque africaine de développement ou de la Banque mondiale. Mais le gouvernement n'est pas prêt à accepter les conditions posées par l'institution financière internationale à quelques mois des élections législatives. Cette étude entend démontrer que l'Europe manquerait de vision si elle n'accordait pas les 6,5 milliards de dollars qu'elle avait prévu d'allouer au Caire tant que l'accord avec le FMI n'est pas conclu. Elle doit en effet aider immédiatement le pays à lutter contre le chômage et à éviter des troubles sociaux.

Agnès Levallois

Sofiprotéol confirme son soutien aux pays du Sud méditerranéen

En signant avec Ipemed une convention quinquennale de partenariat, le groupe confirme sa stratégie : investir dans les pays du pourtour méditerranéen, notamment au Maghreb.

Le 24 mai 2013, Xavier Beulin, président de Sofiprotéol, Jean-Philippe Puig, directeur général de Sofiprotéol, et Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed, ont signé une convention quinquennale de partenariat par laquelle ils réaffirment leur engagement en faveur du rapprochement économique des pays du pourtour méditerranéen, par l'émergence et l'identification d'intérêts économiques communs et leur réalisation concrète. Le groupe, acteur industriel et financier de la filière française des huiles et des protéines, confirme ainsi son intérêt pour les pays du Bassin méditerranéen. Son axe stratégique aujourd'hui est de regarder vers le Sud, d'y investir, et d'y nouer des coopérations économiques, agricoles et industrielles, notamment avec des partenaires maghrébins. C'est ainsi que Sofiprotéol a investi au Maroc en prenant, début 2012, 41 % de Lesieur Cristal, numéro un marocain de l'huile alimentaire. Le groupe a également signé en 2013 un accord avec le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc et Folea, la Fédération interprofessionnelle des oléagineux du Maroc, pour un vaste programme de développement de la filière oléagineuse locale, dans le cadre du Plan Maroc vert. L'accord prévoit de porter les surfaces d'oléagineux au Maroc de 44 000 hectares actuellement à 127 000 hectares en 2020, dont 85 000 de tournesol et



Xavier Beulin, Jean-Louis Guigou et Jean-Philippe Puig lors de la signature de la convention.

42 000 de colza. Ce programme devrait augmenter la production locale d'huile alimentaire de 8 000 tonnes aujourd'hui à 93 000 en 2020, permettant au pays de couvrir 19 % de ses besoins en huile, contre 2 % actuellement. « Notre engagement au Maroc illustre notre stratégie de construction de filières agricoles et agro-industrielles dans le Bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne. Nous participons ainsi au développement de l'agriculture locale afin de mieux répondre aux besoins alimentaires des pays du Sud », souligne Jean-Philippe Puig.

UN POTENTIEL IMPORTANT Le groupe considère en effet que le potentiel de développement en Méditerranée et en Afrique de l'Ouest est important. C'est ainsi qu'il entend mettre en œuvre la même stratégie qu'en France : construire des filières agroalimentaires et agro-industrielles en s'appuyant sur l'agriculture locale, en assurant des débouchés solvables et pérennes aux producteurs. La filière oléagineuse française apportera ainsi son expertise agromatique et technique, ainsi que son

expérience de construction de filières portées par des organisations professionnelles et interprofessionnelles.

Le développement d'une organisation en filière vise à créer durablement de la valeur pour les différents acteurs économiques, notamment les agriculteurs, mais il permet également de favoriser la traçabilité et l'origine locale des productions. « Il ne faut pas oublier la fierté des consommateurs, qu'ils soient tunisiens, marocains ou algériens, de se dire que les produits qu'ils consomment viennent de leurs agriculteurs, de leurs terres et de leur savoir-faire », explique Xavier Beulin. Il est clair que Sofiprotéol mise sur ce modèle de développement pour conquérir d'autres marchés au Maghreb, mais aussi en Afrique de l'Ouest.

La stratégie de développement de Sofiprotéol dans le Sud correspond à une demande forte dans les trois pays du Maghreb, tant industrielle qu'agricole, compte tenu de la dépendance alimentaire, de la pression démographique et de la difficulté à gérer les ressources en eau et en terres.

Agnès Levallois